

## Droit de réponse de Sylvain Laval, Vice-Président de la Métropole grenobloise

*Article du Dauphiné Libéré, en date du 30 août 2024, « Saint-Egrève : passerelles de Rochepleine et de Fiancey : du temporaire qui dure »*

« **Peu d'enjeu pour la mobilité et uniquement un enjeu ludique pour le parc** », c'est ce qu'indiquait Laurent AMADIEU, Maire de Saint-Egrève, lors de notre rencontre en avril dernier à propos de la passerelle du Fiancey, ainsi qu'en atteste le compte-rendu commun de notre réunion au cours de laquelle, la Métropole a réitéré une proposition formulée à la commune depuis 18 mois : que la commune récupère la gestion de cette passerelle située dans un parc public communal, transférée par erreur à la Métropole il y a plusieurs années, et qu'elle fasse les travaux que Laurent Amadiou juge nécessaire lorsqu'il est Maire, mais non prioritaire lorsqu'il est conseiller métropolitain ! En effet, chaque année, la liste des travaux prioritaires à mener sur les ouvrages d'art de la Métropole est actualisée et délibérée, à l'unanimité, par les conseillers métropolitains ; et la passerelle du Fiancey n'a jamais figuré dans cette liste.

Depuis 2017, la Métropole s'est vue transférée 1 700 ponts, passerelles et murs de soutènement des routes dont la gestion relevait auparavant des communes, du Département et de l'Etat. Beaucoup sont en très mauvais état et le dérèglement climatique vient accélérer leur dégradation, lors d'épisodes de pluies intenses et de crues par exemple.

Dans ce contexte, la Métropole a d'ores et déjà sécurisé plus de 100 ouvrages depuis 2017, représentant un investissement métropolitain de 35 millions d'euros. Plusieurs d'entre eux étaient d'ailleurs situés à Saint-Egrève où la Métropole a déjà mobilisé 820 000 euros pour la réparation du pont Champeyrard par exemple, au-dessus des voies SNCF, de la passerelle de la Vence ou encore d'un mur de soutènement situé rue St Robert. Des travaux seront également effectués sur la passerelle de Rochepleine, dans le respect de la Loi sur l'eau, à laquelle, je l'espère, Laurent Amadiou, en tant qu'écologiste, devrait être attaché, celle-ci impliquant notamment de pouvoir effectuer ces travaux sur une période concentrée entre le 1<sup>er</sup> mai et le 30 septembre.

A cette heure, on recense sur le territoire métropolitain encore plus de 200 ouvrages très dégradés qui impliquent des réparations ou des reconstructions à court et moyen terme au regard des enjeux de sécurité mais aussi de risques d'enclavement pour les populations, notamment de secteurs ruraux ou de montagne. Certains ouvrages, qui pour beaucoup ont des décennies d'existence,

sont situés au-dessus de l'autoroute, de la rocade, de voies ferrées, du Drac, de l'Isère, ou d'autres cours d'eau. Certains supportent des tramways, des bus, des convois exceptionnels, ou voient passer des dizaines ou des centaines de milliers d'usagers chaque jour, en vélo, en voiture, etc. D'autres impliqueraient en cas de fermeture des détours de 30, 45 minutes voire davantage, en milieu de montagne notamment. C'est sur ces ouvrages que la Métropole, en responsabilité, est concentrée. En temps, comme en argent, la Métropole priorise son action et ne peut se payer le luxe de faire du « ludique » et de réparer une passerelle piétonne dans un parc municipal. J'invite donc la commune, qui en a largement les moyens financiers, qui n'a quasiment aucun endettement, à s'en emparer.

J'invite aussi Laurent Amadiou à se reconnecter à la réalité, à mesurer ses propos, car nous ne sommes pas, ici, sur un sujet « amusant », mais sur des enjeux de sécurité et d'aménagement du territoire ayant conduit la Métropole à faire de la question des risques naturels et de la sécurisation des ouvrages d'art du territoire des priorités politiques, se traduisant par des investissements croissants : 2,7M€ en 2017, 5,7M€ en 2018, 6,6M€ en 2019, 7,1M€ en 2020, 7,2M€ en 2021, 6,7M€ en 2022, 8,2M€ en 2023, 10M€ en 2024. De tels investissements vont devoir se poursuivre durant des années et des années. Ici, comme ailleurs. Dans cette perspective, j'espère que l'Etat viendra aider humainement et financièrement les territoires, car il n'en n'est rien dans l'immédiat alors que c'est un véritable Plan Marshall dont il devrait être question.

Quoi qu'il en soit, il ne faudra pas fléchir localement. Alors pourrions-nous compter sur le soutien du conseiller métropolitain Laurent AMADIEU, pour qui le budget dédié à la voirie n'a pas été une priorité jusqu'à présent à la Métropole ? Je l'espère.